

**SC 8**

**CONTRIBUTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU  
KATANGA À LA REVUE DU PROJET DE  
RAPPORT ITIE-RDC 2012**

**POM**

## COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DES OSC ISSUS DE L'ATELIER DE REVUE DU PROJET DE RAPPORT ITIE-RDC 2012 TENU A LUBUMBASHI DU 16 AU 17 DECEMBRE 2014

Critères	Forces	Faiblesses	Recommandations pour l'amélioration du rapport
Matérialité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Seuil de matérialité (SM) clairement défini et motivé pour les entreprises minières : 500.000 USD pour un taux de couverture des paiements de 98,94 %. Et il précisé qu'il n'y a pas de SM pour les entreprises pétrolières.</li> <li>• Tous les critères complémentaires au SM pour expliquer l'inclusion des entreprises dans le périmètre sont renseignés.</li> <li>• Le rapport renseigne qu'il n'y a pas de seuil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par rapport aux flux : (i) le rapport parle d'« autres paiements significatifs identifiés lors de la phase de cadrage » (p11), ceci sous-entendant qu'un seuil de matérialité ait été fixé pour arriver à dire quels paiements étaient significatifs et lesquels ne l'étaient pas.</li> <li>(ii) le rapport parle également d'« autres flux de paiements significatifs » (p47 et 68). Dans la pratique, pour cette catégorie ouverte, le rapport ITIE-RDC 2011 avait fixé un</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indiquer dans le rapport le lien vers le procès-verbal de la réunion du Groupe Multipartite concernant les options levées au sujet du SM.</li> <li>• Supprimer « la matérialité a été analysée » dans la phrase introductory du point 4.1.3. (p.42).</li> <li>Logiquement on ne peut pas analyser la matérialité et ne pas en fixer un seuil.</li> <li>• P.47 : Parler simplement d'autres flux de paiements et supprimer « significatifs ».</li> </ul>


		du point de vue de la fiabilité, le rapport ITIE-RDC 2012 accuse également un grand recul par rapport au rapport ITIE-RDC 2011.	Désagréger les écarts résiduels en écarts positifs et écarts négatifs.
	<p><b>compréhensibilité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• De manière générale le style est bon et le rapport globalement compréhensible. Mais cette compréhensibilité serait davantage améliorée si, outre ce qui a été dit au sujet de la matérialité et de la fiabilité, les éléments ci-dessous sont pris en compte.</li> <li>• Certaines abréviations/sigles sans descriptions complètes : IFAC, FD, EF</li> <li>• Termes ambigus : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ « Les retenues à la sources</li> </ul> </li> </ul>	<p>Le projet de rapport fait la sommation entre les écarts négatifs et les écarts positifs pour chaque flux et ne ressort que les écarts résiduels. Qui ne permettent pas de mesurer l'ampleur réelle des écarts.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Paragraphe contradictoire : « Les revenus du secteur minier, déclarés dans le cadre du processus ITIE, ont diminué de 140 417 KUSD (soit 14,7%) passant de 953 533 KUSD en 2011 à 1 093 950 KUSD en 2012. Cette diminution est analysée comme suit :</li> <li>• Remplacer « diminué et diminution par augmenté et augmentation » ;</li> <li>• Certaines abréviations/sigles sans descriptions complètes : IFAC, FD, EF</li> <li>• Remplacer « Les retenues à la source sur salaires » (p.11) par Impôt professionnel sur les rémunérations » ;</li> </ul>	<p>Remplacer « diminué et diminution par augmenté et augmentation » ;</p> <p>Certaines abréviations/sigles sans descriptions complètes</p> <p>Remplacer « Les retenues à la source sur salaires » (p.11) par Impôt professionnel sur les rémunérations » ;</p>

entreprise du périmètre.

5. 3.11.d.iv – Dans le cas d'opérations conjointes, chaque entité au sein du partenariat devra divulguer son propriétaire réel : Pour les personnes physiques, il faudrait mettre le nom complet

6. 3.4.d – Le nombre d'effectifs employés dans les industries extractives; en termes absolus et en pourcentage par rapport à l'emploi total: il faudrait que ces données soient désagrégées par société comme prévu dans les formulaires.

7. 3.4.b – Les recettes gouvernemental

		<p>es totales générées par les IE, en termes absolus et en % du total des dépenses gouvernementales : Il serait intéressant de décrire à quelle proportion ce revenu contribue dans le budget de l'Etat.</p> <p>8. 3.7.a - Revenus des IE qui sont repris dans le budget : il serait souhaitable d'annexer au rapport les déclarations trimestrielles des recettes issues des ressources naturelles établies par le ministère des finances ou envoyer vers le lien (web ministère des finances)</p>
saggrégation	Désagrégation des	Désagréger les informations contextuelles et les dépenses sociales

**informations contextuelles** - Dans certains cas, les formulaires ont permis de capter des informations de manière désaggrégée (par exemple par entreprise), or dans le rapport final elles ne se retrouvent que sous forme agrégées.

- Dépenses sociales: les formulaires exigeaient que les entreprises précisent le montant par projet social. Dans le projet de rapport, nous ne retrouvons que des données agrégées, alors que la société civile souhaitait voir les retombées concrètes des dépenses sociales.
- Dépenses pour les infrastructures Sicominex: les formulaires

permettaient de capturer les dépenses par projet. Comme pour les dépenses sociales, c'est un niveau de détail important pour la société civile.

#### Statistiques

##### d'employés:

le Comité Exécutif a approuvé un formulaire relatif aux employés (expatriés / nationaux; directs / indirects), remis à chaque entreprise du périmètre. Le rapport fait même référence à cette décision de solliciter les informations auprès des sociétés (p.46). Pourtant, les seules informations retrouvées dans le rapport est un tableau agrégée pour tout le

			secteur extractif (p.39). Bien que la norme ne requiert pas plus que cela, il revient au CE de décider des sources et du niveau de détail des informations publiées. Il convient donc de joindre en annexe au rapport les statistiques par entreprise du périmètre tel que prévu
3 spécifique ;OMINES	Ladescription du mécanisme financier de Sicominest est claire et ne semble pas nécessiter d'amendement majeur.	La déclaration des encassements miniers sème la plus grande confusion. En effet, le rapport note que la Sicominest a déclaré avoir décaissé \$274 millions US pour l'investissement minier, et que ceci inclurait 2 paiements d'un total de \$175 millions US au titre de pas de porte. Ceci soulève de nombreuses questions, dont les suivantes:	

- pourquoi le paiement a-t-il été déclaré comme un investissement minier plutôt qu'un flux classique dans le formulaire des pas-de-porte?  
Si oui, pourquoi une partie du paiement n'a-t-il pas été versé à la Gécamines comme il était le cas avec la première tranche, et conformément aux déclarations du Président du Conseil d'Administration de la Gécamines? Y a-t-il eu une rétrocession d'une partie de ce pas de porte vers l'entreprise portefeuille de l'Etat après perception au niveau de la BCC?
- Le pas de porte provient-il des montants

encaissés à titre d'emprunt pour le projet minier?  
Dans ce cas:

- Est-ce que

cela

signifie

que le pas de porte devra être remboursé

au même titre que les autres dépenses effectuées sur base

des emprunts miniers?

Ceci n'est pas le cas pour les autres pas de porte et mérite donc d'être clarifié.

- Est-ce que

cela

signifie

aussi que c'est la société JV qui a payé

		l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.
17	COMNIERRE	Aucun document soumis
18	SCIM	Formulaire de déclaration non certifié par auditeur et les états financiers 2012 non certifiés. Mais l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.(Commentaire de l'administrateur ne justifie pas la fiabilité)
19	SCMK Mn	Formulaire de déclaration non certifié par auditeur et les états financiers 2012 non certifiés. Mais l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.
20	COTA	En cessation depuis oct. 2013, alors que le rapport se base sur les données 2012.
21	Giro Gold	Formulaire de déclaration non certifié par auditeur et les états financiers 2012 non certifiés. Mais l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.
22	COMIKA	Formulaire de déclaration non certifié par auditeur et les états financiers 2012 non certifiés. Mais l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.
23	CMT	Formulaire de déclaration non certifié par auditeur et les états financiers 2012 non certifiés. Mais l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.
24	BK Mining	Formulaire de déclaration non certifié par auditeur et les états financiers 2012 non certifiés. Mais l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.
25	ALSEY	Formulaire de déclaration non certifié par auditeur et les états financiers 2012 non certifiés. Mais l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.
26	Mineral Invest International Congo	Formulaire de déclaration non certifié par auditeur et les états financiers 2012 non certifiés. Mais l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.
27	SOMIMI	Formulaire de déclaration non certifié par auditeur et les états financiers 2012 non certifiés. Mais l'administrateur indépendant affirme la fiabilité des données de cette entreprise.